

FS du 26/11/2025 Plan cités, le scandale !!

Un GT Immobilier était initialement convoqué ce 26/11. Mais, suite à la visite scandaleuse de la cité Lorgues AB, l'intersyndicale CGT-FO-Solidaires a demandé sa transformation en **Formation Spécialisée extraordinaire** (ex CHSCT) en référence au droit d'alerte déposé le 6/11/2024 concernant la conduite des travaux sur la cité Lorgues.



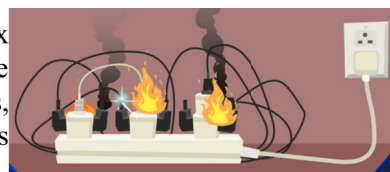
Par ailleurs, face aux températures hivernales constatées dans les différents bureaux (11 °C dans certains bureaux !), l'intersyndicale s'était vue dans l'obligation d'adresser un courrier au Préfet pour dénoncer cette situation intolérable. Cette action a déclenché une réaction immédiate de sa part, puisque l'après-midi même, la directive était donnée d'augmenter le chauffage.

Réaction aussi du président de séance qui, après lecture de la liminaire intersyndicale, a rappelé qu'il n'était pas de bon aloi de passer par le Préfet et, que si tous les agents de la DGFIP étaient logés aussi bien que ceux de Lorgues, ils en seraient ravis, et, la Direction s'en féliciterait. Bref, les syndicats exagèrent ! Pourtant ...

Triste constat sur l'état de la cité de Lorgues A et B mais la direction reste convaincue du bien être des agents !!

Dans les faits, lors de notre visite du site le 7/11, le **constat est lourd** : de nombreuses problématiques subsistent mais, rassurez-vous, la direction a réponse à tout.

Concernant les **problèmes électriques** constatés avec le risque incendie notable dû aux multiprises en série et les coupures de courant, la BLI n'est pas l'esclave des services et le problème sera réglé par l'interdiction de l'usage d'accessoires (cafetières, bouilloires, ventilos...). Conclusion : **les agents sont seuls responsables !** Pourtant, au regard des outils de travail des agents, les prises électriques sont à la base en nombre insuffisant.



À Draguignan, même constat mais solution différente puisqu'il a été évoqué l'idée de fournir une multiprise à chaque agent pour couvrir tous leurs besoins informatiques.

Mais les problèmes ne s'arrêtent pas là... Nous avons pu constater que Versailles n'a rien à nous envier question **luminosité !** En effet, les données parlent d'elles-mêmes puisque les recommandations sont de 300 lumens maximum pour un bureau, or nous atteignons jusqu'à plus de **900 lumens, migraines à l'appui !!**

Quid de variateurs réclamés tout au long des GT et FS pour régler ce problème ? La réponse a toujours été la même : NON ! Afin de réaliser des économies de bout de chandelles (15 000 € pour l'ensemble de la cité), cet élément indispensable n'a pas été réalisé. Conséquences, de nouveaux travaux vont devoir être réalisés dont le coût ne nous sera pas communiqué... À partir du 15 décembre, un luminaire sur deux sera éteint et des réducteurs installés...

Pour **la CGT**, on assiste à du **rafistolage de bas étage** à cause d'une mauvaise gestion de chantier.



On en vient aux **WC hors service** de manière récurrente depuis l'installation des services dans leurs nouveaux locaux. Une honte au vu du nombre d'agents impactés et une fois de plus, un manque de suivi de chantier.

La problématique venant du raccord des nouvelles installations sur les vieilles canalisations, un nouveau chantier doit être réalisé. Le RCT devra être fermé, 3 jours de travaux sont nécessaires. Au vu des contraintes de services, les agents seront forcés de patienter jusqu'à la fin de l'année ! Pour la direction, **les besoins des agents passent après la besogne.**

En ce qui concerne l'**ascenseur** régulièrement hors d'usage, la commande de la pièce est passée, en attendant il faut se contenter d'une réparation de fortune et au facteur chance. **Ce n'est pas acceptable** et particulièrement pour le personnel en mobilité réduite surtout quand le plan B devient la norme !

Quant aux **agents d'entretien**, la direction s'engage à étudier une solution pour mettre en place des vidoirs et l'accès à de l'eau chaude. À noter qu'à partir de janvier 2026, le contrat avec NERA est rompu. Ce sont des personnels de droit public

qui prendront en charge l'ensemble de l'immeuble.

Un point sur la cité des Lices, un autre chantier mal maîtrisé ?!!

La direction commence fort, pas de visite programmée pour les OS avant la fin du chantier. Par contre, elle organise une visite de l'accueil avec des agents sélectionnés avec soin et quelques redevables en mode promotionnel. **Aurions-nous perdu le dialogue social tant vanté ??**

Par ailleurs, la direction nous informe que suite au chantier, de nombreuses **infiltrations** d'eau se sont déclarées, inondant la CID !! La faute à une **mauvaise étude de chantier** ne prenant pas compte la vétusté des lieux... Ben voyons !

Pour y palier, suite à la pose de panneaux photovoltaïques, une réfection de l'étanchéité des terrasses sera réalisée aux frais d'Eiffage. Encore une fois, la direction répare au lieu de prévoir !!!

Question **stationnement**, nous attendons les propositions concrètes du Préfet qui s'était engagé à fournir ni plus, ni moins que l'existant. Les déménagements devraient se faire autour de D4, mais en tout état de cause : **pas de parking gratuit, pas de déménagement.**



Et pour finir, que se passe-t-il pour Saint-Bernard ??

Il faudra encore attendre pour être rassurés puisque l'avenir du bâtiment devrait être entériné lors de la convention sur l'immobilier du 3 février 2026 !! Attention aux promesses qui n'engagent que ceux qui y croient...

Pour ce qui est du stationnement à Lorgues, les places sont déjà toutes attribuées : priorité aux chefs de service et adjoints, telle est la devise ! De ce fait, les places réservées de Saint-Bernard vont être supprimées et des bornes de recharges électriques doivent être implantées. Du coup, ce sont de nouvelles places réservées ... aux propriétaires de voiture électrique. Une fois de plus, la **DGFIP montre son engouement aux privilèges ! La CGT demande l'équité !!**



Bref, tout va pour le mieux à la DDFiP ! Mais pas sûr que la méthode Coué fonctionne encore longtemps face à la perte de sens au travail, à l'industrialisation des tâches, le manque d'effectifs et les coups de rabot sur nos conditions de travail (surfaces bureau, entassement, chauffage, stationnement, etc).

En tant qu'employeur, la DGFIP et le DDFiP ont l'obligation d'assurer la santé physique et morale de l'ensemble des agents.

Et pour cela, **La CGT Finances Publiques du Var** le réaffirme, de l'argent il y en a !

Stop à l'assistanat des plus riches !

Du pognon pour les services publics, pas pour les canons !

Augmentation du point d'indice ! NON à la retraite à 64 ans !

NON au budget des horreurs !

Pour résister et
lutter ensemble,
rejoins La CGT !



CGT Var Finances publiques 83
20 place Noël Blache 83000 Toulon
Tel: 04 94 22 82 76 / 06 22 46 81 64 / 06 12 63 38 55
Mail: cgt.ddfip83@dgfip.finances.gouv.fr
Site: https://83.cgtfinancespubliques.fr/
Facebook: CGT Finances Publiques 83

